

Pour réduire le déficit démocratique

# Le scrutin proportionnel

Paul Cliche



En annexe, le projet de loi inédit de René Lévesque



### Paul Cliche

Détenteur d'une maîtrise en science politique, Paul Cliche est un pionnier dans le domaine de la sociologie électorale au Québec.

En tant que journaliste à *La Presse* et au *Devoir* puis collaborateur à *Québec-Pressé* et à *l'aut'journal*, il a publié, depuis quarante ans, de nombreuses analyses sur le système électoral québécois en portant une attention particulière aux effets du mode de scrutin sur la représentation parlementaire.

Directeur du Secrétariat d'action politique de la CSN, il a rédigé le mémoire que cette centrale a présenté, en 1980, en faveur de l'adoption d'un scrutin proportionnel au Québec. Il a également milité dans plusieurs autres organisations progressistes.

## Collection Alternative politique

Directrice • *Ginette Leroux*

# Le scrutin proportionnel

Les résultats aberrants des élections québécoises de novembre 1998, véritable perversion de la démocratie où le scrutin majoritaire à un tour a agi plus que jamais comme un miroir déformant de la volonté populaire, ont ranimé le débat sur la réforme du mode de scrutin. Les trois partis représentés à l'Assemblée nationale se sont prononcés en faveur de cette réforme. Mais le gouvernement Bouchard se laisse fortement tirer l'oreille pour donner suite à l'engagement contenu depuis trente ans dans le programme du Parti québécois à ce sujet.

Quoi qu'il en soit des aléas du débat partisan, il est évident qu'après quatre décennies de piétinement et de volte-face des partis traditionnels, il faille une mobilisation civique pour mettre fin à la saga et obtenir une véritable réforme afin que le Québec cesse d'être la lanterne rouge des pays démocratiques dans ce domaine. C'est dans ce but, pour rendre accessible l'information pertinente aux militants progressistes, que Paul Cliche a écrit cet ouvrage. C'est le plus complet publié sur le sujet au Québec à ce jour et, sans contredit, un instrument indispensable pour comprendre les enjeux d'un des plus importants débats politiques de l'heure.

L'auteur ne fait pas que dénoncer. Il propose une formule de scrutin proportionnel bien adaptée au Québec. Les simulations présentées dans le dernier chapitre valident ses propositions et constituent une mise en garde contre une réforme purement cosmétique. Elles démontrent que seul un scrutin pleinement proportionnel peut faire en sorte que la voix de chaque citoyen compte, que la volonté populaire soit respectée et que soit ainsi chassée la pire forme de déficit démocratique.

ISBN 2-9801075-2



9 782980 107528

Ce livre a été numérisé avec  
la permission de l'auteur,  
monsieur Paul Cliche.

Numérisation effectuée par  
Mercédez Roberge,  
le 3 septembre 2013.

Pour réduire  
le déficit démocratique  
au Québec :

# **le scrutin proportionnel**

**Paul Cliche**

## **Annexe 1**

Le projet de loi de  
René Lévesque  
visant à instaurer  
un mode de  
représentation  
proportionnelle

### Note de l'auteur

*Le texte qui suit est un élément important du testament politique de René Lévesque et constituait une partie essentielle de son projet de revitalisation de la démocratie québécoise. Il a été mis au point par le fondateur du Parti québécois après la présentation du rapport de la Commission sur la représentation en 1984. Il a fait adopter ce projet par son Conseil des ministres, mais le caucus des députés péquistes l'a refusé par la suite. L'ex-premier ministre, déçu, l'a conservé sur sa table de travail jusqu'au jour de sa démission en juin 1985. Ce texte est inédit parce que son existence n'a été dévoilée qu'en mars 1999 et qu'il n'a jamais été publié in extenso jusqu'à la parution de ce livre. À noter que la formule de scrutin proportionnel régional que nous avons proposée s'apparente beaucoup au projet de M. Lévesque.*

### Notes explicatives

Ce projet de loi vise à instaurer un mode de représentation proportionnelle pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale. Le système retenu est celui de la proportionnelle territoriale; il est «proportionnel» parce que l'ensemble des sièges à l'Assemblée nationale est attribué aux partis politiques en proportion du vote populaire exprimé; il est «territorial» parce que les circonscriptions dans lesquelles seront proposées les listes de chaque parti sont délimitées dans le respect de la localisation et du cadre de vie des citoyens.

Les territoires de représentation des électeurs, ou circonscriptions électorales, seront constitués d'un regroupement de municipalités régionales de comté, là où elles existent, ou, dans les autres cas d'un regroupement de municipalités et de secteurs électoraux. Les 125 sièges que comptera désormais l'Assemblée nationale seront répartis entre les circonscriptions selon la méthode de la plus forte moyenne. De façon à mieux permettre l'application du principe de la proportionnalité, toute circonscription électorale devra compter un minimum de trois sièges de représentation à l'Assemblée nationale. Quant à la procédure d'adoption de la carte électorale, les dispositions actuellement en vigueur sont maintenues pour l'essentiel.

Lorsque des élections sont déclenchées, les partis politiques présentent, dans chaque circonscription électorale, des équipes de candidats. Les candidatures indépendantes sont toujours possibles. Au moment du vote, les électeurs ont le choix de voter seulement pour le parti ou le candidat indépendant de leur choix (vote bloqué) ou de voter à la fois pour le parti ou le candidat indépendant de leur choix ET pour autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir dans la circonscription, quelle que soit par ailleurs la liste

à laquelle appartient chacun des candidats auquel ils accordent ainsi un vote de préférence (vote panaché).

Les mandats de représentation seront attribués aux partis politiques et aux candidats indépendants, le cas échéant, proportionnellement aux suffrages reçus par chacun d'eux, selon la méthode de la plus forte moyenne. Seront proclamés élus, jusqu'à concurrence du nombre de sièges remportés par leur parti, les candidats qui auront recueilli le plus grand nombre de votes personnels de préférence en leur faveur.

La proportionnelle territoriale prévoit enfin qu'un siège devenu vacant à l'Assemblée nationale sera automatiquement comblé par le candidat de la même liste que celle ayant contribué à l'élection du député dont le siège devient vacant. Ce sera alors, parmi les candidats non élus de cette liste au moment de l'élection, celui qui avait obtenu le plus grand nombre de votes personnels qui sera appelé à siéger à l'Assemblée nationale. En cas d'épuisement de la liste des non élus, le siège sera comblé par un candidat suppléant inscrit sur la déclaration de la liste du parti, selon l'ordre établi dans cette déclaration.

Ce projet de loi apporte enfin les modifications nécessaires pour harmoniser l'ensemble du processus électoral au nouveau mode de représentation proportionnelle, notamment au chapitre du financement des partis politiques et du contrôle des dépenses électorales. Ainsi, ce ne sont plus les candidats eux-mêmes, sauf dans le cas des candidats indépendants, mais plutôt les partis qui présentent des candidats dans les circonscriptions électorales qui seront autorisés à effectuer des dépenses électorales et qui se verront rembourser une partie de ces dépenses.

## **Projet de loi sur la représentation populaire**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

### **Chapitre I**

#### **OBJET ET INTERPRÉTATION**

1. Cette loi a pour objet d'assurer la représentation des électeurs à l'Assemblée nationale. Elle doit être interprétée de manière à favoriser la libre expression de la volonté des électeurs au scrutin universel, direct, égal et secret.

La loi électorale (L. Q. 1984, chapitre 51) s'applique à l'interprétation de la présente loi.

### **Chapitre II**

#### **TERRITOIRES DE REPRÉSENTATION**

2. L'Assemblée nationale compte 125 sièges.
3. La Commission de la représentation délimite des territoires de représentation des électeurs, appelés circonscriptions électorales.

Une circonscription électorale regroupe soit des municipalités régionales de comté là où elles existent, soit des municipalités ou des secteurs électoraux auxquels peuvent être jointes une ou des municipalités régionales de comté, dans les autres cas.

4. En effectuant cette délimitation, la Commission se fonde sur des considérations d'ordre démographique, géographique et sociologique, telles que la densité de la population, le taux relatif de croissance de la population, l'accessibilité, la superficie et la configuration du territoire ainsi que les frontières naturelles du milieu là où elles existent.

5. La Commission de la représentation répartit ensuite les sièges entre les circonscriptions électorales, sur la base de la plus forte moyenne, de la manière qui suit.

Le nombre d'électeurs de chaque circonscription électorale est divisé successivement par autant de nombres naturels (1, 2, 3, 4, 5...) qu'il est nécessaire pour obtenir les 125 quotients les plus élevés dans l'ensemble des circonscriptions électorales.

La Commission attribue à chaque circonscription électorale autant de sièges que son nombre d'électeurs a produit de quotients parmi les 125 plus élevés.

6. Toutefois, une circonscription qui, selon la procédure déterminée à l'article précédent, s'est vue attribuer deux sièges seulement et dont l'intégrité géographique ou sociologique serait atteinte si elle était divisée autrement, se voit attribuer un siège supplémentaire.

Le siège supplémentaire ainsi attribué est soustrait à la circonscription électorale comprenant au moins quatre sièges qui offre le plus faible quotient.

### Chapitre III

#### MODE DE SCRUTIN

##### Section 1

#### DÉCLARATIONS DE CANDIDATURE ET DE LISTE

7. Une personne qui désire se porter candidate dans une circonscription électorale peut le faire soit à titre de candidat indépendant, soit à titre de candidat d'un parti autorisé.
8. Un candidat indépendant doit produire une déclaration de candidature au bureau officiel du directeur du scrutin de la circonscription électorale où il désire se présenter.
9. La déclaration de candidature d'un candidat indépendant doit comprendre :
  1. ses prénom, nom, adresse du domicile, date de naissance et profession ;
  2. sa signature ;
  3. les prénom, nom et adresse de son agent officiel et de son mandataire ;
  4. le consentement écrit de l'agent officiel et du mandataire pour agir à ces titres ; et

5. la mention « indépendant ».

La déclaration doit en outre comporter la signature et l'adresse d'au moins 60 électeurs de la circonscription électorale pour laquelle elle est produite.

10. Une personne qui désire se présenter comme candidate d'un parti autorisé dans une circonscription électorale doit être inscrite sur la déclaration de liste produite par ce parti pour cette circonscription.
11. Un parti autorisé qui désire présenter une liste de candidats dans une circonscription électorale doit produire une déclaration de liste au bureau officiel du directeur du scrutin de cette inscription.
12. La déclaration de liste d'un parti autorisé doit comprendre :
  1. le nom officiel du parti ;
  2. la liste des candidats selon l'ordre dans lequel ils seront inscrits sur le bulletin de vote ; cette liste comprend, pour chacun des candidats, ses prénom, nom, adresse du domicile, date de naissance et profession ;
  3. le consentement écrit de chacun des candidats ;
  4. la liste des candidats suppléants, selon l'ordre dans lequel ils peuvent être appelés à remplacer un candidat ou un député de leur parti, selon le cas ; cette liste comprend, pour chacun des candidats suppléants, les mêmes informations que celles requises d'un candidat en vertu du paragraphe 2-;
  5. le consentement écrit de chacun des candidats suppléants ;
  6. les prénom, nom et adresse de l'agent officiel et du mandataire du parti ;
  7. le consentement écrit de l'agent officiel et du mandataire pour agir à ces titres ;
  8. une déclaration écrite du chef du parti reconnaissant comme candidats et candidats suppléants de ce parti

les personnes indiquées sur la déclaration de liste et certifiant l'ordre dans lequel ils apparaissent.

Le nombre de candidats suppléants doit être au moins égal à la moitié du nombre de candidats officiels inscrits sur la déclaration de liste.

La déclaration doit en outre comporter la signature et l'adresse d'au moins 200 électeurs de la circonscription électorale pour laquelle elle est produite.

13. Aucune déclaration de liste n'est inadmissible pour le seul motif qu'elle contient un nombre de candidats moindre que le nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale pour laquelle elle est produite.

Toutefois, une déclaration ne peut contenir un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges à pourvoir. En pareil cas, le directeur du scrutin raye d'office les derniers noms, suivant l'ordre indiqué dans la déclaration, jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pourvoir.

14. Une même personne ne peut se porter candidate plus d'une fois sur une liste ou sur plus d'une liste, au cours de la même élection.

En pareil cas, le nom de cette personne est rayé d'office par le directeur général des élections et sa candidature annulée sur toute déclaration.

## Section 2

### EXERCICE DU DROIT DE VOTE

15. Après avoir reçu le bulletin de vote, l'électeur se rend dans l'isoloir et marque la section supérieure du bulletin de vote en faveur du parti autorisé ou du candidat indépendant de son choix.

Il peut ensuite, s'il le désire, marquer la section inférieure du bulletin de vote en faveur d'autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir dans la circonscription.

Toutefois, l'électeur qui a voté pour un candidat indépendant ne peut indiquer sa préférence en faveur de plus de candidats qu'il n'y a de sièges à pourvoir moins un.

16. Lorsqu'il indique sa préférence en faveur d'un ou de plusieurs candidats, l'électeur n'est pas limité à la liste du parti auquel il a accordé son premier vote.

17. L'électeur qui a voté en faveur d'un parti autorisé et qui n'a accordé aucun vote de préférence en faveur d'un ou de plusieurs candidats, est présumé avoir accordé un vote de préférence en faveur de chacun des candidats du parti autorisé pour lequel il a voté.

## Section 3

### L'ATTRIBUTION PROPORTIONNELLE DES SIÈGES

18. Au terme du recensement des votes effectué conformément à la Loi électorale, le directeur du scrutin procède à l'attribution des sièges proportionnellement aux votes obtenus par les partis autorisés et les candidats indépendants, sur la base de la plus forte moyenne, de la manière qui suit.

Le nombre de votes valides obtenus par chaque parti autorisé et chaque candidat indépendant est d'abord divisé successivement par les nombres naturels (1, 2, 3, 4, 5...) et ce jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale. Les quotients ainsi obtenus sont ensuite classés dans l'ordre décroissant.

Selon le nombre de sièges à pourvoir, le directeur du scrutin détermine, dans l'ordre des quotients obtenus, le nombre de sièges auquel a droit chaque parti autorisé et chaque candidat indépendant.



**Section 4****LA DÉTERMINATION DES ÉLUS**

19. Le directeur du scrutin déclare élus, en nombre correspondant au nombre de sièges attribués en vertu de l'article précédent, les candidats de chaque parti autorisé qui ont obtenu le plus grand nombre de votes de préférence en leur faveur.

Il déclare également élus les candidats indépendants, le cas échéant.

20. Les candidats non élus sont réputés suppléants dans l'ordre des votes de préférence obtenus par chacun d'eux.

Le directeur du scrutin dresse, pour chaque parti autorisé qui s'est vu attribuer au moins un siège, la liste des suppléants dans l'ordre suivant lequel ils seront appelés à siéger à l'Assemblée nationale, le cas échéant.

**Section 5****REPLACEMENT D'UN SIÈGE VACANT**

21. Lorsqu'au cours d'une législature, le siège d'un député devient vacant, celui-ci est comblé par un candidat suppléant du parti auquel appartenait le député dont le siège devient vacant dans la circonscription électorale représentée par ce dernier, conformément au titre VII.I de la Loi électorale.

Sont ainsi appelés à combler un siège vacant d'abord les candidats non élus du parti, dans l'ordre des suffrages obtenus, et ensuite les candidats suppléants inscrits sur la déclaration de liste du parti, selon l'ordre établi dans cette déclaration.

**Annexe 2**

Les élections de 1998  
selon le scrutin majoritaire  
uninominal (résultats  
réels en chiffres absolus)